

## Fiche technique no. 42

### **Relocalisations industrielles et substitution des importations : une réflexion stratégique s'impose**

*X. Hubert Rioux, Chercheur à l'IRÉC*

*Maxime Dursin, Stagiaire à l'IRÉC et étudiant à la maîtrise, HEC-Montréal*

Depuis plusieurs mois, l'IRÉC mène un projet de recherche et de mobilisation sur les questions liées à la relocalisation des activités manufacturières et la substitution des importations. Dans une [première note de recherche issue de ce projet](#), nous soulignons que la relocalisation comme la substitution sont des enjeux de politiques publiques sur lesquels le Québec peut agir, à l'instar des États-Unis, de la France ou d'autres États occidentaux qui sont déjà à mettre en place une foule de politiques volontaristes axées sur ces objectifs. Nous exposons en détail dans ce document exploratoire les enjeux d'économie politique justifiant un tel effort, les principaux facteurs favorisant ou défavorisant les relocalisations et substitutions, de même que les occasions et politiques à saisir et prioriser afin d'en accélérer l'avènement dans trois secteurs clefs, soit ceux de l'agroalimentaire, de l'aérospatiale et du pharmaceutique.

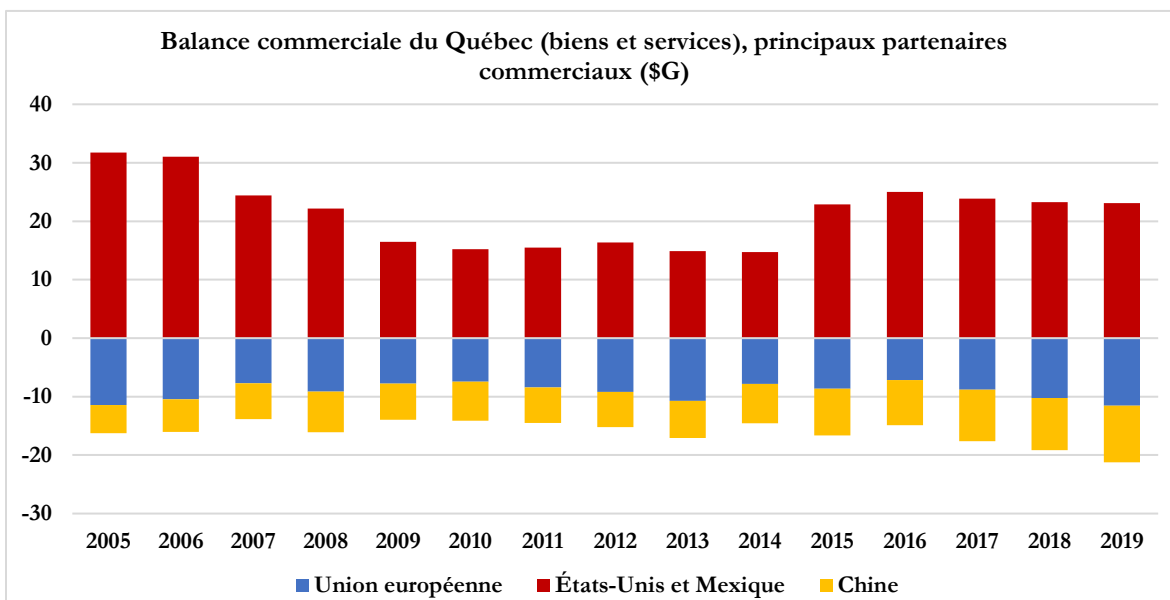
La pandémie a en effet révélé certaines faiblesses majeures des modèles économiques sous-tendant ces secteurs. Or, nombre d'analystes en sont maintenant déjà à relativiser l'importance et surtout, à souligner la grande complexité de tout effort de réorganisation : les difficultés seraient trop nombreuses, puis le risque d'effets inflationnistes trop important. On reconnaît certes des avantages à un tel objectif, mais on présente néanmoins le rapatriement de segments clefs de la production manufacturière et la substitution des importations comme inutilement compliqués et coûteux, voire contreproductifs. On y remet également en question la volonté des producteurs eux-mêmes face à la relocalisation, tout comme celle des consommateurs relativement à l'achat local, en vogue mais susceptible de régresser si les prix augmentent. Ce fatalisme n'a pas lieu d'être.

Les constats préliminaires de notre recherche permettent en effet d'espérer un réel changement de paradigme relatif à l'internationalisation des chaînes de valeur. Tout d'abord, un grand sondage, toujours en cours, que nous avons fait parvenir à un grand nombre d'organismes à vocation économique – organisations syndicales, patronales et gouvernementales, associations sectorielles, acteurs financiers, organismes de R&D et de transfert technologique, accélérateurs et incubateurs

entrepreneuriaux, comités de main d'œuvre, etc. – et d'entreprises manufacturières de différents secteurs clefs nous a jusqu'ici permis de noter que :

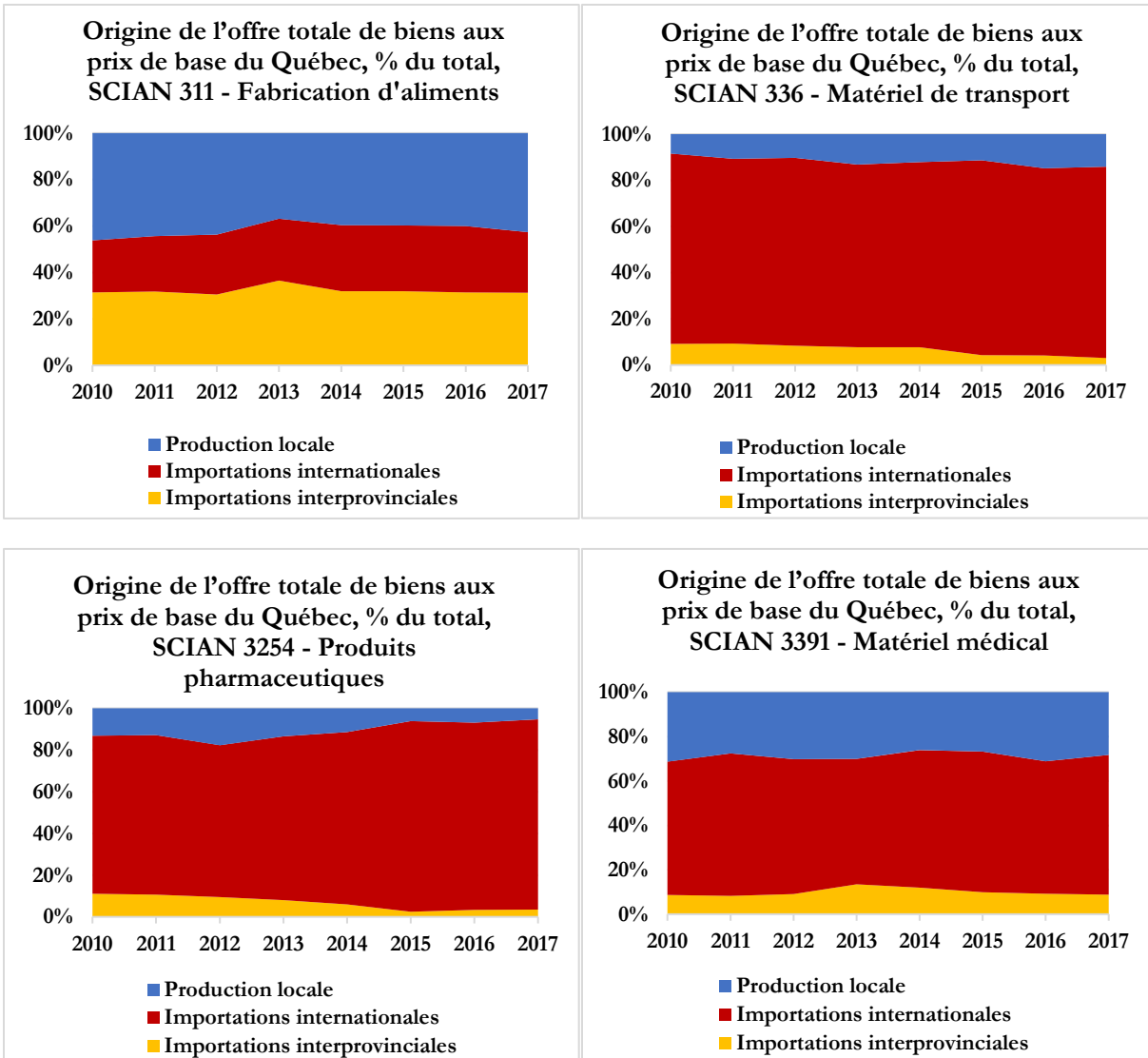
- a) *plus de 55% des entreprises et près de 70% des organismes considèrent que la crise de la COVID a accentué les risques inhérents à l'approvisionnement et à la gestion des stocks à flux tendus;*
- b) *plus de 65% des entreprises et plus de 85% des organismes considèrent que cette crise a accentué l'importance de l'approvisionnement local et de la substitution des importations;*
- c) *plus de 76% des entreprises et plus de 91% des organismes considèrent qu'elle a accentué l'importance de la fabrication locale et de la relocalisation des activités manufacturières.*

Qui plus est, lorsque interrogées sur les politiques publiques à privilégier afin de favoriser ces relocalisations et substitutions, tant les entreprises que les organisations économiques considèrent que **le Québec devrait d'abord et avant tout se doter de stratégies d'approvisionnement, d'achat et de contenu locaux plus ambitieuses**. De la même façon, entreprises comme organisations économiques semblent s'entendre pour dire que les relocalisations et/ou la substitution des importations, du point de vue du Québec industriel, présenteraient de nombreux avantages dont les principaux sont **la mobilisation d'une main d'œuvre bien formée et spécialisée, l'accroissement de la flexibilité et de la rapidité des processus de production et de distribution, puis la diminution des impacts environnementaux liés à l'internationalisation**. Les constats sont donc largement partagés par les acteurs économiques eux-mêmes et, comme l'indique la balance commerciale déficitaire du Québec, des efforts en ces directions demeurent à faire non tant pour éliminer ce déficit que pour en amenuiser les risques inhérents, mis en exergue par la crise sanitaire mais dont les implications sont plus larges.



En 2019, les exportations de biens représentaient 80,6% des exportations internationales du Québec et 50,9% de ses exportations interprovinciales. Le secteur manufacturier joue donc un rôle essentiel à la croissance économique et au commerce extérieur du Québec. Or, depuis 1997, on observe un fort déclin de sa contribution au PIB du Québec. L'appréciation du dollar canadien entre 2007 et 2014, réduisant la compétitivité internationale des produits manufacturiers québécois, a d'ailleurs accéléré ce

déclin. Cela s’est notamment traduit par un net recul de la balance commerciale avec les États-Unis sur la même période. Simultanément, nous avons assisté à la montée en puissance des économies émergentes et en particulier de la Chine. Cette concurrence accrue, caractérisée par des coûts de production plus faibles, a bouleversé le positionnement des entreprises sur les marchés et les réseaux d’approvisionnements mondiaux. À cela s’est ajoutée la place grandissante des technologies dans les processus de production des pays émergents, leur permettant de proposer des produits de plus en plus diversifiés et à plus grande valeur ajoutée. Plus récemment, l’avènement du libre-échange avec l’Union européenne s’est enfin superposé à ces pressions sur la balance commerciale internationale du Québec, volet marchandises.



De façon concomitante, comme le montrent les graphiques ci-haut, la part de la production locale dans l’offre totale de plusieurs secteurs stratégiques a été en recul quasi-constant depuis 2010. Comme l’indique [Statistique Canada](#), dont ces tableaux sont tirés, « l’offre totale est égale à la demande intérieure totale. L’offre totale est définie comme la somme de la production et des retraits des stocks disponibles pour la consommation provinciale auxquels s’ajoutent les importations interprovinciales et internationales. La demande intérieure totale est définie comme la valeur de la demande intérieure

finale, c'est à dire les dépenses de consommation des ménages, la formation brute de capital fixe, les ajouts aux stocks, les dépenses de consommation finale des administrations publiques et des organisations à but non lucratif au service des ménages auxquels s'ajoute la demande intérieure intermédiaire (intrants du processus de production) ».

Une réflexion stratégique sur la relocalisation des chaînes d'approvisionnement et de valeur s'impose donc plus que jamais, et l'IRÉC s'y affère déjà. Outre la note de recherche et le sondage précités, le recours au « Modèle intersectoriel du Québec », à l'aide duquel l'Institut de la statistique du Québec a réalisé trois simulations à notre demande, nous a par exemple permis d'obtenir des estimations de l'impact économique potentiel de différents scénarios de relocalisation/substitution pour nos trois secteurs cibles (agroalimentaire, matériel de transport et aérospatiale, pharmaceutique). Ces simulations nous permettent d'évaluer les retombées potentielles d'une augmentation des dépenses de production locale, engendrée par d'éventuelles stratégies au service de ces objectifs.

En outre, nous pouvons identifier à partir de ces simulations quels sous-secteurs seront mobilisés pour répondre à ces chocs d'offre et dans quelle mesure. Cela permet ensuite, par le biais de l'accroissement fictif des importations (internationales et interprovinciales) que le modèle implique, d'identifier les catégories d'intrants intermédiaires pour lesquels un effort de substitution d'importations et/ou de relocalisation est nécessaire. Les données produites par ces simulations seront analysées plus en détail au cours des prochains mois, notamment en ce qui concerne les importations, mais déjà, nous pouvons signaler que les principaux résultats macroéconomiques des simulations pour des scénarios que nous considérons « réalistes » – nous avons également réalisé ces simulations pour des scénarios « conservateur » et « optimiste » – sont les suivants :

**- Une hausse des dépenses de 10% (correspondant à 2,6 G\$) du secteur de la fabrication d'aliments générerait un total de 13 263 emplois, 1,336 G\$ de valeur ajoutée, des revenus fiscaux de 61 M\$ et des revenus parafiscaux de 109,8 M\$ pour le Québec.**

**- Une hausse des dépenses de 10% (correspondant à 290 M\$) du secteur de la fabrication de produits pharmaceutiques et de médicaments générerait un total de 1396 emplois, 172,7 M\$ de valeur ajoutée, des revenus fiscaux de 11 M\$ et des revenus parafiscaux de 13,5 M\$ pour le Québec.**

**- Une hausse des dépenses de 12,5% (correspondant à 3,1 G\$) du secteur de la fabrication de matériel de transport (y incluant l'aérospatiale) générerait un total de 10 607 emplois, 1,554 G\$ de valeur ajoutée, des revenus fiscaux de 79,7 M\$, et des revenus parafiscaux de 102 M\$ pour le Québec.**

Ces résultats ne constituent pas une conclusion scientifique ferme et précise, car le modèle est statique et présente donc certaines limites. Néanmoins, ils permettent d'établir un portrait général des segments industriels pour lesquels un effort de relocalisation et/ou de substitution des importations est nécessaire et réalisable dans un horizon de quelques années. Dans les prochains mois, notre travail d'analyse s'orientera sur la faisabilité et les conditions d'opérationnalisation des scénarios envisagés. Ce travail sera enrichi par le traitement des données recueillies par sondage et il devrait déboucher sur des pistes de mise en œuvre d'éventuelles politiques publiques susceptibles de favoriser et d'accélérer les mouvements de relocalisation et de substitution des importations dans ces secteurs cibles et au-delà.